

Une fonction publique moderne au service de tous ne passe pas par la RGPP

Le Président de la République et son gouvernement annoncent –ou plutôt cherchent à imposer– une « révision générale des politiques publiques ».

Il s'agirait de mieux répondre aux intérêts des usagers, des contribuables et des fonctionnaires.

Mais, dans la réalité, bien avant que les mesures ne soient définies, un rapport parlementaire dévoile l'objectif réel qui est de réduire massivement le budget de l'Etat. Le chiffre de 14 milliards d'euros est avancé en première étape!

Après avoir vanté les exemples du Canada et de la Nouvelle-Zélande, Nicolas Sarkozy a, dans son intervention, mis en avant celui de l'Allemagne. Avec le même taux de dépenses publiques dans la richesse nationale, la France pourrait, selon lui, économiser quelques 150 milliards d'euros. Avec un tel raisonnement, une comparaison avec la Suède ferait apparaître 40 milliards de dépenses supplémentaires. Soulignons surtout que le président ne dit pas la vérité lorsqu'il affirme que « l'Allemagne n'a pas fait de choix fondamentalement différents des nôtres en matière de protection sociale ». En effet, pour ne citer que 2 exemples, l'Allemagne concède le financement des retraites complémentaires aux institutions privées et laisse également au secteur concurrentiel une plus grande part que la France en matière de dépenses de santé, ces deux aspects représentant à eux seuls la moitié des 150 milliards d'euros !

Alors un meilleur service public pour l'utilisateur ?

De fait, ce qui est proposé se traduirait par le désengagement de l'Etat, la fermeture d'un grand nombre de services de proximité. Il faudra, par exemple, faire des dizaines de kilomètres pour accéder à des services tels un tribunal des prud'hommes, un service de l'Équipement ou de l'agriculture, ces derniers devant être réorganisés au plan départemental ou interdépartemental. C'est également le cas des hôpitaux de proximité qui devraient être fermés au nom de la « recomposition hospitalière ». Le programme gouvernemental s'attaque également aux droits fondamentaux. Ainsi, par exemple, les malades souffrant d'une affection de longue durée devraient prendre en charge une partie du coût des dépenses de santé!

Une meilleure réponse aux intérêts du contribuable ?

Le contribuable est aussi un citoyen pour lequel les impôts doivent permettre de financer les services d'intérêt général. Avec le programme gouvernemental, celui-ci aura moins de services publics à sa disposition. La privatisation des services se traduirait de surcroît par des coûts plus élevés ainsi que le démontrent l'exemple de l'eau gérée par les sociétés privées.

Une amélioration de la situation des agents de la fonction publique ?

Le gouvernement prépare un plan de suppression d'emplois d'une ampleur inédite, des chiffres de l'ordre de plus de 200 000 emplois supprimés sont cités. Si ces suppressions ne pourront avoir qu'un effet marginal sur la résorption du déficit annuel (moins de 5%), elles préparent à l'évidence de nouvelles privatisations.

Les services de l'Etat seraient tous restructurés et organisés pour un grand nombre d'entre eux en « agences autonomes », mais avec quelles garanties pour les personnels ?
Les droits et devoirs statutaires des agents de la fonction publique- qui sont des garanties avant tout tournées vers les usagers- sont considérés comme des carcans.

Moins de services publics, moins de droits pour les citoyens, c'est un vaste plan de régression sociale. L'UGFF-CGT dénonce une politique menée sans aucune concertation qui traduit une volonté de passage en force alors que la fonction publique est un acquis de tous et que son devenir concerne tous les citoyens.

**L'UGFF-CGT appelle à agir,
pour défendre et rénover la fonction publique,
pour plus et mieux de service public, comme le demandent les citoyens:**

- en préservant au niveau national des outils d'intervention, de mise en cohérence des politiques publiques, de régulation et de contrôle,
- en maintenant et développant des services publics de proximité de qualité, accessibles à tous permettant un accueil amélioré des usagers et un traitement optimal de leurs demandes, dans le respect des missions et des qualifications des agents ,
- avec des coopérations étroites entre les services de l'Etat et ceux des collectivités territoriales pour répondre aux besoins qui s'expriment dans le souci de l'égalité de traitement,
- en démocratisant son fonctionnement, avec notamment des droits nouveaux reconnus aux usagers des services publics.

Les moyens financiers existent. L'UGFF-CGT porte l'exigence d'une rupture radicale dans la répartition des richesses créées et d'une véritable réforme fiscale, équitable et solidaire. Des services publics de qualité sont un élément de la compétitivité de l'économie du pays. C'est d'ailleurs au sein du secteur public que les plus grandes avancées (énergie, transport, santé publique,...) ont pu être réalisées ces dernières décennies.

C'est dans cet état d'esprit qu'elle prendra toute sa place dans la mobilisation nécessaire des personnels et des usagers pour une fonction publique garantissant l'égalité de traitement, répondant aux besoins et attentes et favorisant les avancées sociales sur l'ensemble du territoire.

Montreuil, le 13 décembre 2007